

## À SEPT MOIS DE LA PRÉSIDENTIELLE AU SÉNÉGAL

# L'opposition accuse Sarkozy de s'immiscer dans les affaires de son pays

*Le Parti de l'indépendance et du travail (opposition sénégalaise de gauche, tendance communiste) vient de rendre publique une lettre ouverte à Sarkozy dans laquelle il dénonce la responsabilité pleine et entière du gouvernement français dans la tragédie que Wade est en train de planifier, à 7 mois de la présidentielle, contre le peuple sénégalais en briguant de façon anticonstitutionnelle un 3<sup>e</sup> mandat et de «mettre en œuvre son plan de dévolution monarchique du pouvoir à son fils». Et ce parti pour qui ce n'est pas à la France de décider du choix de qui va gouverner le Sénégal, d'avertir : «Le Sénégal ne saurait être ni la côte d'Ivoire, encore moins la Libye.»*

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

La lettre adressée ce 9 août au président français fait suite à une goutte qui a fait déborder le vase de l'opposition. Sarkozy vient, en effet, d'envoyer au Sénégal le général Grégoire de Saint Quentin qui va assurer «le commandement des éléments français au Sénégal (EFS)», autrement dit il reste des troupes françaises dans le pays. Pourquoi cette désignation a-t-elle mis le feu aux poudres ? Le Parti de l'indépendance y répond d'emblée en rappelant que ce général «présupposé génocidaire au

Rwanda» et que la France refuse de présenter devant le Tribunal pénal international sur le Rwanda alors que ce même tribunal l'a convoqué à plusieurs reprises pour l'entendre sur les faits qui lui sont reprochés et qui figurent dans le rapport de l'ONU sur le Rwanda. Pourquoi donc cette désignation, se demande cette opposition qui donne toutefois une réponse : «L'envoi de ce général présumé génocidaire à Dakar fait suite à la demande de votre ambassadeur à Dakar qui a demandé à l'opposition de permettre à Wade de briguer un 3<sup>e</sup> mandat» et ce, en viola-



Abdoulaye Wade, l'ami de Sarkozy.

tion flagrante de la Constitution. Et tout le problème est là.

Par son soutien à un 3<sup>e</sup> mandat «votre gouvernement — est-il écrit dans la lettre ouverte — disqualifie de fait le Conseil constitutionnel du Sénégal et selon votre logique ce conseil devrait se déclarer incompétent et s'en référer au peuple par référendum. Or, annoncent les

opposants, «notre peuple ne tranchera que dans la rue», un référendum à 7 mois de l'élection présidentielle étant inconcevable.

En fait, explique ce parti, le pouvoir Sarkozy contribue et participe même à une politique du chaos voulue par Wade qui «mobilise publiquement des nervis pour se préparer à imposer sa candidature dans la rue, le cas échéant». Au-delà du ras le bol quant au soutien du pouvoir français pour un troisième mandat à Wade, la colère des opposants met à l'index tout

le système de relations qu'entretient la France avec ses anciennes colonies. «Cinquante ans après les indépendances africaines, les patriotes, démocrates et républicains sénégalais ne sauraient plus tolérer de voir leur pays réduit en succursale ou filiale des entreprises françaises du CAC 40. Pas plus qu'ils ne peuvent plus accepter que les dirigeants de leur Etat soient choisis par des officines au service du gouvernement français.»

Si la lettre est adressée à Sarkozy, il n'empêche qu'ils avertissent ce dernier qu'ils attirent l'attention du Conseil de sécurité de l'ONU, les instances de l'Union européenne, celles de l'Union africaine sur le chaos que planifie Wade contre le peuple sénégalais et, conclut cette lettre, «que vous et vos services êtes activement et publiquement en train d'appuyer».

Plus explicites encore, les rédacteurs avertissent que leur interpellation de ces institutions internationales procède du souci d'éviter «que le Sénégal ne plonge dans l'horreur, avant qu'elles ne soient contraintes à agir en sapeurs-pompiers pour mettre notre peuple sous tutelle, sous prétexte de sauver des vies».

K. B.-A.

## LIBYE

# Les rebelles gagnent du terrain à Brega et près de Misrata

*Les rebelles libyens gagnent du terrain dans l'Est, où ils sont aux portes de Brega, et ont lancé une offensive dans l'Ouest pour mettre fin aux tirs de roquettes contre leur enclave de Misrata, presque six mois après le début de la révolte contre Mouammar Kadhafi.*

Les divisions au sein de la rébellion ont cependant été une nouvelle fois illustrées avec une déclaration hier à Benghazi d'une vingtaine de brigades contre le ministre rebelle de la Défense, Jallal al-Digheily, qu'elles tiennent pour indirectement responsable de la mort du général Abdel Fatah Younés.

L'assassinat le 28 juillet de cet ancien pilier du régime rallié à la rébellion suscite d'intenses spéculations sur l'identité des meurtriers, le rôle du Conseil national de transition (CNT, organe politique des rebelles) ou l'existence d'une possible «cinquième colonne» pro-Kadhafi.

Suite à cet assassinat, le Conseil national de transition (CNT, l'organe politique de la rébellion) a limogé mardi son bureau exécutif, qui fait office de gouvernement par intérim, et doit nommer un nouveau bureau dans les prochains jours.

Du côté du régime libyen, les forces loyales au colonel Kadhafi ont tellement diminué qu'elles ne peuvent plus «mener une offensive crédible», a estimé le chef des opérations militaires de l'Otan en Libye, le Canadien Charles Bouchard, dans un entretien accordé jeudi à l'AFP. Et après plusieurs mois de sur-place, «les forces anti-Kadhafi vont de l'avant pour arrêter cette violence contre la population», a-t-il assuré. «On voit des changements» sur les trois fronts : Brega à l'est, Misrata à l'ouest, le djebel Nefoussa au sud-ouest de la capitale.

A Brega, les rebelles assurent que la conquête de cette cité pétrolière, poste avancé des pro-Kadhafi à 240 km au sud-ouest de Benghazi, n'est plus qu'une «question de jours».

Mercredi, les combattants rebelles étaient dans les faubourgs de la zone résidentielle de la ville, selon un journaliste de l'AFP. Jeudi soir, après une journée de combats, les rebelles ont affirmé avoir pris le contrôle de l'un des trois quartiers de cette zone.

«Chaque jour, nous gagnons du terrain», a assuré Fawzi Bukatif, ingénieur civil devenu l'un des prin-

cipaux chefs militaires de l'insurrection, tout en précisant qu'il valait «mieux aller doucement pour épargner des vies, sécuriser méthodiquement notre progression».

La ville de Brega s'étend sur une dizaine de kilomètres d'est en ouest, le long de la route côtière. Les forces pro-Kadhafi ont aménagé de solides lignes de défense, avec des centaines de mines et un ingénieux réseau de tunnels souterrains où chars et véhicules peuvent échapper aux frappes de l'Otan.

Outre la maîtrise des installations pétrolières aujourd'hui à l'arrêt, l'objectif pour les combattants rebelles de l'Est est surtout de «soulager les autres fronts de Misrata et du djebel Nefoussa en retenant et en affaiblissant ici le maximum de forces de Kadhafi», selon M. Bukatif.

Dans l'Ouest, les combattants de Misrata, enclave rebelle à 200 km à l'est de Tripoli, ont lancé jeudi une offensive sur Touarga, à une quarantaine de kilomètres au sud, pour mettre fin aux tirs de roquettes des pro-Kadhafi qui continuent de terroriser les habitants.

La cité portuaire, qui comptait 500 000 habitants avant le début de la révolte mi-février, tente de se relever après les violents combats qui avaient duré des mois au printemps, jusqu'à ce que les rebelles parviennent à desserrer l'étau mi-mai, grâce aux frappes de l'Otan.

Le long de la rue de Tripoli, l'axe principal de la ville qui a longtemps été la ligne de front, aucun bâtiment n'est intact sur deux kilomètres, et les bas-côtés sont encombrés de carcasses de conteneurs, de chars ou de voitures.

A Benghazi, les rebelles ont récupéré un avion-cargo, propriété du régime de Kadhafi mais saisi par les Emirats arabes unis, et annoncé qu'ils allaient l'utiliser pour acheminer l'aide humanitaire depuis l'étranger.

Sur le front diplomatique, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a fait part jeudi de son inquiétude concernant le nombre «inacceptable» de civils tués dans le conflit libyen, y compris à la suite de frappes de l'Otan.

M. Ban a appelé «toutes les parties à faire preuve d'extrême prudence dans leurs actions, afin de réduire à l'avenir les pertes de vies civiles», selon un communiqué.

## SYRIE

# La répression fait encore des morts

Sept civils ont été tués hier par des tirs des forces de sécurité syriennes, alors que l'opposition a appelé à une nouvelle journée de mobilisation contre le régime à la sortie des mosquées hier, ont annoncé des militants à l'AFP.

Un homme a été tué en tentant de fuir lors d'une campagne d'arrestation à Saqba (banlieue de Damas) et une femme est morte au cours d'une opération sécuritaire à Khan Sheikhoun, dans la province d'Idlib (nord-ouest), a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Un homme a été tué par un tireur embusqué près d'une mosquée à Homs (centre), tandis que deux civils ont été tués et plusieurs autres blessés quand les forces de sécurité ont tiré à balles réelles pour disperser des manifestations à Douma, dans la banlieue de Damas, a ajouté l'OSDH.

Un civil a aussi été tué à Deir Ezzor (est), selon un militant sur place.

Et à Hama (centre), un homme a été mortellement touché et trois autres civils ont été blessés lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu pour disperser des manifestants qui se rassemblaient à la sortie de la prière du vendredi dans une mosquée de la ville, selon un militant sur place.

De son côté, la télévision publique syrienne a annoncé «la mort de deux agents de la sécurité par les tirs d'hommes armés à Douma».

A Hama, «des milliers de personnes ont défilé malgré une présence accrue des forces de sécurité. Nous sommes sortis de la mosquée vers la place al-Manakh, ils nous ont tiré dessus, il y a des blessés, plusieurs personnes ont été arrêtées», a déclaré à l'AFP un autre militant dans cette ville située à 210 km au nord de Damas.

En juillet, des centaines de milliers de personnes avaient défilé chaque vendredi sur la place Assi à Hama. Entre le 31 juillet et le 10 août, la ville a subi une vaste offensive de l'armée qui a fait une centaine de morts en tentant de mater la révolte, selon des militants.

La télévision publique a diffusé hier des images de la place Assi déserte, commentant : «La vie sur la place Assi a repris son cours normal. Il n'y a aucune présence de forces armées.»

Mercredi et jeudi, les autorités avaient conduit des journalistes étrangers à Hama, qui était silencieuse, ses rues quasi désertes portant encore les traces des violences : véhicules carbonisés, façades criblées de balles... Hier, les forces armées sont également entrées dans le quartier de Qaboun à Damas pour empêcher les manifestants antirégime de défilé après la prière. «Elles sont entrées en grand nombre à Qaboun, ont bouclé le quartier et encerclé les mosquées», selon la même source.